La bataille pour la grève générale

SNCF : une grève massive, mais les bureaucraties syndicales gardent pour le moment le contrôle de la grève

Dès le 22 mars, les cheminot·e·s ont montré leur détermination en participant massivement à la grève, alors que seul Sud Rail appelait à la grève. Ils et elles ont montré leur disponibilité à une grève dure pour faire céder le gouvernement. Mais les bureaucrates syndicaux leur ont concocté une nouvelle formule de grève : la « grève intermittente » ou « grève loto ». L'UNSA, la CFDT et la CGT ont décidé 36 jours de grève étalés sur trois mois. Le message au gouvernement est clair : on ne bloquera pas en continu le trafic et on s'arrêtera quoi qu'il arrive fin juin ! Le message aux cheminot·e·s est clair aussi : on décide de tout à votre place, on dévitalise la grève, et on vous prend pour des con·ne·s en vous faisant croire que ce type de grève permettra de gagner ! SUD Rail s'est dissocié péniblement de cette modalité de grève, mais n'a pas clairement défendu la grève reconductible dans les AG, si bien que les cheminot·e·s n'ont pas eu d'autres choix, pour le moment, que de se rallier à la grève loto, malgré des velléités d'aller au delà.

Les 3 et 4 avril, la grève a été massive chez les conducteurs et conductrices, les contrôleurs/ses et les aiguilleurs/ses. Elle a même progressé chez les contrôleurs/ses et aiguilleurs/ses, et légèrement reflué chez les conducteurs et conductrices (mais toujours au delà de 70%). Les cheminot·e·s font face à une forte répression (https://lc.cx/PLcX), le gouvernement cherchant à briser le moral des cheminot·e·s. Le 5 avril, la très grande majorité des cheminot·e·s a repris le travail, les votes pour la reconductible ayant été très minoritaires. Les bureaucrates de l'UNSA et de la CFDT multiplient les signaux au gouvernement, leur indiquant qu'ils sont prêts à trahir la grève à la moindre ouverture. L'enjeu des jours qui viennent est de savoir si les cheminot·e·s parviendront à déborder le cadre de mobilisation défini par les bureaucraties syndicales. Il faut pour cela que des forces organisées se coordonnent pour développer l'auto-organisation afin que les AG imposent la reconductible aux directions syndicales (après lundi 9 avril) et mènent une grève audacieuse, en construisant des liens avec les autres secteurs, en organisant des piquets de grève bloquants, des blocages de voies avec d'autres secteurs, etc. Mais la capacité des cheminot·e·s à déborder le syndical dépendra en grande partie de ce qui se passe dans les autres secteurs. Une grève cheminote isolée sera défaite. D'où l'enjeu de construire

le « tous ensemble » sans attendre, car si la grève des cheminot·e·s est défaite, les conséquences seront terribles pour l'ensemble des travailleurs/ses. Sur nos lieux de travail, nous devons organiser des collectes pour alimenter les caisses de grève, inviter des cheminot·e·s, pour susciter l'envie de les rejoindre dans la lutte.

Universités : les blocages s'étendent malgré la répression.

La mobilisation étudiante a franchi un cap ces derniers jours. La mise sous tutelle de Toulouse le Mirail et les violences d'une milice fasciste à Montpellier avec la complicité du doyen de la fac ont nourri la colère étudiante. Dans certaines universités, comme Toulouse le Mirail, Montpellier, Nantes, Tolbiac, la mobilisation est massive, innovante, radicale. Dans ce milieu, le poids des bureaucraties syndicales est très faible, ce qui permet une effervescence pleine de promesses. Des AG massives votent le blocage illimité, la validation automatique du deuxième semestre, mettent en place des cours alternatifs, organisent la convergence avec d'autres secteurs. À Montpellier, une AG des personnels a également voté la validation automatique du deuxième semestre. Au Mirail, l'AG étudiante a interpellé les directions syndicales pour qu'elles appellent à la grève reconductible interprofessionnelle. Pour que la grève étudiante se propage à l'échelle nationale, il faut construire une coordination nationale étudiante représentative qui s'impose comme la direction légitime du mouvement, qui neutralise les manœuvres des petits bureaucrates de l'Unef, et qui lance un appel au blocage de l'ensemble des universités. Il faut aujourd'hui construire un rapport de force pour imposer la validation automatique du second semestre, condition *sine qua non* pour que les étudiant·e·s s'investissent pleinement dans la grève et pour que les universités soient des quartiers généraux de la lutte interpro. Les étudiant·e·s de Tolbiac ont rebaptisé leur site universitaire « commune libre de Tolbiac », montrant ainsi que leur ambition ne se limitait pas à vouloir obtenir le retrait de la loi ORE, mais à s'inscrire dans un vaste mouvement de rupture avec les projets du gouvernement et de création d'un nouveau monde. Transformons l'ensemble des universités en « communes libres » ouvertes à toutes et tous !

Fonction publique : les bureaucraties syndicales démobilisent et s'opposent à la convergence avec les cheminots

Le 22 mars, les taux de grève ont été globalement faibles dans la fonction publique, mais les manifestations ont rassemblé plus de monde que l'automne dernier. Mais les fonctionnaires sont bridés par leurs organisations syndicales qui ronronnent et veillent surtout à ne pas appeler à des suites trop rapides... Pourtant, c'est maintenant qu'il faut se mobiliser, avec les cheminot·e·s ! Car si leur statut est cassé, la digue cédera, et les fonctionnaires seront emporté·e·s dans la déferlante antisociale. Lors de l'intersyndicale de la fonction publique du 4 avril, CGT, FO, et Solidaires se sont mis d'accord sur l'idée d'une prochaine journée d'action mi mai, puis éventuellement d'une autre en juin... Ils doivent finaliser leur calendrier de la défaite le 10 avril. C'est lamentable ! À juste titre, les fonctionnaires sont lassé·e·s de ces journées d'action

bidon qui n'imposent aucun rapport de force. À minima les syndicats de l'Enseignement Supérieur et la Recherche, étudiant·e·s et personnels, appellent à une journée de mobilisation et d'action le 10 avril mais sans appel à la grève et sans appeler à la convergence avec les cheminot·e·s.

Si les directions syndicales appelaient ensemble les fonctionnaires à rejoindre les cheminot·e·s dans la grève, cela trouverait un écho, cela serait un signal que c'est le moment d'y aller sans attendre que les cheminot·e·s se fassent ratiboiser ! Mais les bureaucraties syndicales (y compris Solidaires qui parlent abstraitement de grève reconductible… mais qui ne proposent jamais rien dans ce sens dans les intersyndicales… se contentant de suivre la CGT) sont en dessous de tout. Alors que les cheminot·e·s et les étudiant·e·s sont dans la bagarre, réprimés par le gouvernement, elles ne lèvent pas le petit doigt pour mobiliser les fonctionnaires. Pourtant, beaucoup d'entre elles et eux sont prêt·e·s à en découdre, mais ils ont besoin d'avoir un signal fort de leurs organisations syndicales, car ils ne sont pas prêts à se lancer dans la grève reconductible de façon isolée…

Pour aller vers la grève générale, il faut s'organiser face aux bureaucraties syndicales ! Il faut leur imposer l'appel à la grève générale interprofessionnelle !

Sans surprise, Martinez a indiqué que le rôle de la CGT n'était pas d'appeler à la grève générale, et que même en mai 68, ils n'avaient pas appelé à la grève générale. En effet, déjà en 1968, la direction de la CGT a mis tout son poids contre la grève générale. Belle constance ! Martinez s'en remet aux salariés pour se mettre en grève reconductible… par contre, il « oublie » de demander leur avis aux salarié·e·s avant de décréter des journées d'action bidon ! Que d'hypocrisie de la part de dirigeants syndicaux qui mènent systématiquement les salarié·e·s dans le mur… sans en tirer la moindre conclusion ! Nous n'avons rien à attendre d'eux : il faut s'organiser face à eux, non pas pour les contourner (car leur poids est réel), mais pour les interpeller, faire pression sur eux.

La réunion organisée par le Front social le 7 avril à la Bourse du travail revêt dans les circonstances une grande importance. Elle permettra de coordonner les secteurs qui veulent construire la grève générale. Le Front social devrait à notre avis interpeller publiquement les directions syndicales pour qu'elles appellent à la grève générale interprofessionnelle jusqu'au retrait des contre-réformes. C'est en menant cette bataille que nous pourrons convaincre les travailleurs de déborder la stratégie des directions syndicales. Il ne s'agit pas d'attendre sans rien faire le bon vouloir des directions syndicales, mais il faut mener la bataille politique face à elles, sans les contourner, sous peine de se marginaliser et de se couper de nos collègues.

Des secteurs rentrent d'ores et déjà dans la bagarre, comme les électricien·ne·s et les éboueurs/euses. Mais ils le font avec hésitation, ce qui est logique car ils voient bien

que les confédérations ne construisent pas le « tous ensemble ». En outre, ils et elles se font réprimer, comme les salarié·e·s du centre de déchets d'Ivry (https://lc.cx/PbHG) qui ont vu la police débarquer pour casser leur piquet de grève ! Le gouvernement peut se permettre d'agir de façon aussi brutale, car les confédérations syndicales restent silencieuses et laissent faire sans appeler les autres travailleurs à la riposte. C'est de cette situation qu'il faut sortir, en s'organisant face à eux, en mettant en place des comités de mobilisation et en les coordonnant.

Ruffin appelle à une grande marche contre Macron le 5 mai : Oui, soyons un million à déferler à Paris le 5 mai ! Et après, on bloque tout jusqu'à la victoire !

Au sein du NPA, nous défendons depuis presque deux semaines le fait que notre parti et nos porte-parole s'appuient sur la proposition de Mélenchon d'organiser une « grande manifestation nationale » un week-end pour dire « chiche » et proposer la date du week-end du 14-15 avril. Il y avait un enjeu important à ce que la date de cette manifestation ne soit pas trop éloignée du début de la grève des cheminot·e:s. Beaucoup de travailleurs/ses sont prêts à se saisir d'une telle manifestation alors qu'ils et elles ne sont pas prêt·e·s à se mettre en grève pour une journée d'action isolée et sans perspective. Elle aurait pu alors changer la donne en donnant de l'énergie aux cheminots et en incitant d'autres secteurs à rentrer dans la bagarre. Proposer une telle date mi avril aurait eu le mérite de ne pas attendre la proposition de la France insoumise, dont nous craignions qu'elle arrive trop tard, en mai, ce qui est malheureusement le cas. Mais notre parti n'a pas fait une telle proposition, et il s'est au contraire opposé à ce que celle-ci figure dans la dernière déclaration unitaire (https://lc.cx/PE9w) : une déclaration sans aucun contenu concret, comme si le rôle du NPA était de faire « l'unité pour l'unité » ! Des initiatives locales auront lieu néanmoins le 14 avril, notamment dans les Bouches du Rhône où un cadre de front unique politico-syndical large existe. (cf. https://lc.cx/Paj2 et https://lc.cx/PajK).

Lors de la réunion « Et si on essayait quelque chose ? » organisée par Fakir à la Bourse du travail de Paris le 4 avril, Ruffin a proposé une grande marche à Paris le 5 mai pour faire converger tous ceux qui veulent en finir avec Macron et sa politique. Comme nous le craignions, c'est bien tard, mais nous pensons qu'il faut mettre toute notre énergie pour mobiliser pour cette manifestation. Un déferlement d'un million de travailleurs/ses pourrait changer la donne et l'état d'esprit général. Il faut aujourd'hui que nous nous battions dans nos syndicats pour que toutes les directions syndicales nationales appellent à ce « tous ensemble »… et proposent un vrai plan de mobilisation pour gagner !

Notre parti, le NPA, et nous militerons pour, devrait prendre toute sa place dans cette grande marche du 5 mai, tout en menant une critique radicale de la politique des réformistes (de leurs journées d'action dispersées, du dialogue social, du cloisonnement des luttes, etc.). Nous devrions nous investir dans les collectifs unitaires qui se

mettront en place pour préparer cette initiative. **L'unité avec les réformistes ne peut se concevoir que sur des actions concrètes** qui sont un point d'appui pour le développement de la mobilisation, mais cette démarche unitaire ne doit jamais nous faire oublier notre boussole, celle de la grève générale (que les réformistes combattent) et du gouvernement des travailleurs/ses auto-organisé·e·s (que les réformistes combattent aussi). Nous devons porter haut et fort une alternative communiste au système capitaliste. L'énorme succès de la conférence de Friot et Lordon à Tolbiac le 3 avril (https://lc.cx/PafJ) nous montre qu'il y a une réelle aspiration à construire un nouveau monde. Il est urgent que notre parti se dote d'un manifeste programmatique enthousiasmant. Nous avons besoin d'une utopie concrète pour avoir l'énergie de se battre au quotidien.

Gaston Lefranc, le 5 avril 2018